



Agence internationale de l'énergie atomique
CIRCULAIRE D'INFORMATION

INF

INFCIRC/554
25 mai 1998

Distr. GENERALE

FRANÇAIS

Original : ANGLAIS

**COMMUNICATION DU 15 MAI 1998 REÇUE DE LA MISSION PERMANENTE
DU JAPON AUPRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE**

Une communication de la mission permanente du Japon transmettant plusieurs déclarations du Secrétaire du Gouvernement japonais est publiée ci-joint pour l'information des Etats Membres.

Par mesure d'économie, le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires.

Mission permanente du Japon
Vienne

*Andromeda Tower
Donau-City Strasse 6
A-1220 Vienne
Autriche
Téléphone : +43 1/26063-0
Télécopie : +43 1/263 6750*

Référence : JPM/A/E-72-98

le 15 mai 1998

Madame,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les nouvelles observations faites par le Secrétaire du Gouvernement japonais concernant les essais nucléaires réalisés par l'Inde.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer ce document à tous les Etats Membres.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

(signé) Masato Takaoka
Représentant permanent adjoint
du Japon auprès de l'AIEA

Pièce jointe

Madame Odette Jankowitsch
Chef de la Section des affaires intéressant
les gouvernements et des affaires interorganisations
Division des relations extérieures
AIEA
CIV
Bureau A-2706

Observations du Secrétaire du Gouvernement à propos des mesures prises
à la suite des essais nucléaires réalisés par l'Inde

13 mai 1998

Ministère des affaires étrangères

1. Il est extrêmement regrettable que, le 11 mai, l'Inde ait procédé à des essais nucléaires allant à l'encontre de la tendance mondiale qui est d'interdire les essais nucléaires. Le 12 mai, le Ministre des affaires étrangères, M. Keizo Obuchi, a convoqué M. Singh, ambassadeur de l'Inde à Tokyo, pour exprimer notre consternation, déclarant que le Japon engage vivement le Gouvernement indien à arrêter rapidement la mise au point d'armes nucléaires.
2. Les essais nucléaires effectués par l'Inde, qui remettent en question les efforts entrepris par la communauté internationale pour instaurer un monde exempt d'armes nucléaires, ne sauraient être tolérés. Le Japon réitère donc la demande qu'il a adressée à l'Inde de mettre immédiatement un terme à ses essais nucléaires et de signer sans retard le TNP et le TICEN.
3. Le Gouvernement japonais a par conséquent décidé, en vertu de la charte relative à l'APD, de prendre les mesures suivantes :
 - 1) L'aide sous forme de dons destinée à de nouveaux projets sera gelée, à l'exception de l'aide d'urgence et de l'aide humanitaire, ainsi que de l'assistance accordée pour des projets de terrain;
 - 2) Le Gouvernement décidera de mesures spécifiques concernant les programmes de prêts en yens en faveur de l'Inde à la lumière des initiatives que prendra cette dernière;
 - 3) S'agissant du Colloque sur le développement de l'Inde, qui doit avoir lieu les 30 juin et 1^{er} juillet 1998, à Tokyo, sous la présidence de la Banque mondiale, le Gouvernement avisera la Banque mondiale que le Japon ne souhaite plus accueillir cette réunion à Tokyo.
4. Le Japon est également déterminé à maintenir un contrôle strict sur les transferts à destination de l'Inde d'articles et de technologies ayant un rapport avec les armes de destruction massive.

(Fin du communiqué)

le 13 mai 1998

Observations du Secrétaire du Gouvernement à propos des essais
nucléaires réalisés par l'Inde

1. Le 13 mai, l'Inde a procédé à deux nouveaux essais nucléaires souterrains. Il est extrêmement regrettable que l'Inde ait renouvelé ses essais, faisant fi des vives protestations et des messages s'opposant à ces essais que lui avaient adressés le 11 mai le Japon et la communauté internationale. Le Japon prend cette situation très au sérieux et adresse une vive protestation à l'Inde. Le Japon demande de nouveau fermement à l'Inde d'arrêter son programme de mise au point d'armes nucléaires et ses essais nucléaires tout en exhortant la communauté internationale à s'unir pour faire front à la menace qui pèse sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Le Japon est profondément inquiet du dommage que les essais nucléaires indiens pourraient causer à la stabilité de la région et invite de nouveau les pays concernés de la région à faire preuve de la plus grande retenue.

2. Dans la soirée du 13 mai, en réponse à cet événement, le Ministre des affaires étrangères, M. Keizo Obuchi, a convoqué une nouvelle fois M. Singh, l'ambassadeur de l'Inde, pour expliquer notre position et communiquer le message ci-dessus au Gouvernement indien.

Le Gouvernement a annoncé aujourd'hui, dans des communiqués du Secrétaire du Gouvernement, les mesures qu'il prenait en réponse aux essais nucléaires indiens. Le Gouvernement devra envisager d'autres mesures si l'évolution de la situation l'exige.

(Fin du communiqué)

Observations du Secrétaire du Gouvernement à propos des mesures prises à la suite
de la deuxième série d'essais nucléaires réalisée par l'Inde

le 14 mai 1998

1. Il est extrêmement regrettable que l'Inde ait procédé à deux nouveaux essais nucléaires le 13 mai. Prenant l'événement très au sérieux, le Gouvernement japonais a réitéré la ferme demande qu'il avait adressée à l'Inde de mettre un terme aux essais nucléaires et à la mise au point d'armes nucléaires. Cette nouvelle initiative, comme je l'avais déjà expliqué dans le communiqué du 13 mai, a contraint le Gouvernement à envisager de prendre d'autres mesures, en vertu du principe de la charte relative à l'APD. Le Gouvernement a arrêté les mesures supplémentaires suivantes :

- 1) Les prêts en yens accordés à l'Inde pour de nouveaux projets seront gelés;
- 2) Le Gouvernement examinera avec soin les prêts accordés à l'Inde par des institutions financières internationales.

2. Compte tenu de cette nouvelle initiative, le Japon va en outre rappeler temporairement son ambassadeur en Inde, M. Hirabayashi, pour consultation. Par ailleurs, à l'occasion du Sommet de Birmingham, le Gouvernement proposera aux membres du G-8 de prier instamment l'Inde de s'orienter réellement vers une participation au régime de non-prolifération nucléaire.

(Fin du communiqué)